

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE



LA LANGUE
FRANÇAISE
DANS LE MONDE

2015-2018

LA LANGUE
FRANÇAISE
DANS LE MONDE

2015-2018

SOMMAIRE

Préface de Michaëlle Jean	12
Avant-propos	15

PARTIE 1

LES FRANCOPHONES DANS LE MONDE

20

1. LA FRANCOPHONIE VUE PAR :

▪ Bernard Cerquiglini	22
▪ Rada Tirvassen	24
▪ Souleymane Bachir Diagne	26
▪ Jean-Marie Klinkenberg	28

2. USAGE QUOTIDIEN DU FRANÇAIS : QUEL AVENIR À L'HORIZON 2050 ?

▪ Le périmètre géographique de l'usage quotidien du français	32
▪ Changements externes et internes à l'espace francophone	34
▪ Hypothèses en débat	34
▪ Les conditions de la progression de la francophonie	37

3. USAGES ET AVENIR DU FRANÇAIS DANS L'ESPACE FRANCOPHONE DU SUD

▪ La transmission du français	41
▪ Les usages privés du français en Afrique subsaharienne	41
▪ L'arabofrancophonie	45
▪ Conclusion	49

4. CULTURE, MÉDIAS ET INTERNET : EN QUELLE(S) LANGUE(S) ?

▪ Lire dans sa langue	51
▪ Les CLAC, instruments d'accès aux savoirs et à la culture	52
▪ Entretiens	
Nawel Ben Kraïem	57
Yamen Manai	58
Liliana Lazar	60
Roukiata Ouedraogo	61
▪ Conclusion	62

5. LE FRANÇAIS À L'ÉCOLE : UN FACTEUR CLÉ DE L'AVENIR DE LA FRANCOPHONIE

- Éducation et francophonie 63
- L'efficacité des systèmes éducatifs
sous examen : le défi de
la formation des professeurs 65
- Une maîtrise insuffisante
de la langue française ? 67
- Quelle place pour la langue
française ? 68
- Conclusion 69

6. LE DÉFI DE LA VARIÉTÉ

- « Le français crypté » 71
- Conclusion 72
- Les mutations de la langue
française en Afrique, entretien
avec K. J.-M. Kouamé 73

7. LE FRANÇAIS : L'IDÉE QUE S'EN FONT SES LOCUTEURS

- Pour moi, le français c'est... 75
- Des différences générationnelles :
l'exemple de la Guinée 78
- Des perceptions différentes
selon les lieux de résidence ?
L'exemple du Bénin 80
- En Suisse : un plurilinguisme
bousculé par l'anglais 82
- En France : une perception
encore assez territoriale 84

8. QUI PARLE FRANÇAIS DANS LE MONDE : ÉTAT DES LIEUX ET ÉVOLUTIONS

- La galaxie francophone 87
- Au cœur de la francophonie 88
- La planète « naître et vivre
aussi en français » 88
- La densité francophone dans
le monde 90

▪ Estimation du nombre de francophones	94
--	----

PARTIE 2

APPRENDRE ET ENSEIGNER LE FRANÇAIS 102

1. L'AVENIR DU FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE OU LANGUE D'ENSEIGNEMENT

▪ État des lieux	106
▪ Tendances	109

2. PRÉSENTATIONS RÉGIONALES

▪ Amérique et Caraïbe	113
▪ Afrique subsaharienne et océan Indien	133
▪ Afrique du Nord et Moyen-Orient	159
▪ Asie-Océanie	174
▪ Europe	221

3. RÉSEAUX ET OUTILS POUR LA DIFFUSION DU FRANÇAIS, LA FORMATION ET LA CERTIFICATION

▪ Le réseau des établissements scolaires français à l'étranger	262
▪ Le réseau international des enseignants de français	264
▪ Le réseau culturel des Alliances et Instituts français	264
▪ Une expertise francophone au service de la formation	268
▪ La Francophonie institutionnelle : bureaux et centres régionaux francophones, campus numériques francophones, et Instituts	272
▪ Des outils pour se former à l'enseignement du français	277
▪ Des outils pour la diffusion, la formation et la certification	280
▪ L'AUF dans le monde	287

PARTIE 3

LE FRANÇAIS POUR LE DÉVELOPPEMENT 288

1. LANGUE FRANÇAISE ET ÉCONOMIE, DES LIENS MULTIPLES

- Introduction 291
- La langue française et l'arbitrage commercial : enjeux et avenir 293
- Le français, un lien qui rapporte ? 295
- Témoignage de V. Jacques, président de Paypite 297

2. LA VALEUR ÉCONOMIQUE DU FRANÇAIS

- Les chiffres clés 299

3. LE RÔLE DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LES INDUSTRIES DE LA CULTURE

- État des lieux des échanges de biens culturels de l'espace francophone 303
- Estimation de l'impact de la langue française sur les échanges de biens culturels 305

4. LE FRANÇAIS POUR L'EMPLOI : LA MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET L'EMPLOI

- Caractéristiques communes 307
- Tendances par contextes 308

5. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES EN ARMÉNIE

- Inventaire des offres locales d'emplois 309
- Compétences linguistiques exigées 309
- Niveaux exigés par langue 310

▪ Questionnaire aux entreprises nationales	310
▪ Politique linguistique des entreprises	311

6. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES EN BULGARIE

▪ Offres d'emplois	312
▪ Politique linguistique des entreprises	313

7. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES AU CAMBODGE

▪ Analyse des offres d'emplois au Cambodge	315
▪ Politique linguistique des entreprises	316
▪ Conclusion	317

8. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES AU KENYA

▪ Offres locales d'emplois	318
----------------------------	-----

▪ Questionnaire aux entreprises nationales	319
--	-----

9. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES AU LIBAN

▪ Offres d'emplois	320
▪ Politique linguistique des entreprises	320

10. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES À MADAGASCAR

▪ Recrutements et compétences linguistiques	322
▪ Formations	323

11. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES AU NIGERIA

▪ Inventaire des offres locales d'emplois	324
▪ Compétences langagières	324
▪ Offres mentionnant le français	325
▪ Conclusion	325

12. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES EN ROUMANIE

- Offres d'emplois 326
- Politique linguistique
des entreprises 327

13. L'EMPLOYABILITÉ DES FRANCOPHONES AU VIETNAM

- Offres d'emplois et langues 329
- Politique linguistique
des entreprises 330

PARTIE 4 LE FRANÇAIS SUR LES ONDES ET SUR LA TOILE 332

1. FRANÇAIS : USAGES MÉDIATIQUES ET NUMÉRIQUES

- Quelles pratiques pour
quels médias ? 336

2. LA PRÉSENCE DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE CYBERESPACE

- Une sélection de résultats 337
- Vers des « macro-indicateurs » 340
- Taux de connexions et profil
des internautes 341

3. LES MÉDIAS FRANCOPHONES INTERNATIONAUX : OBJECTIF AFRIQUE

- Les MFP : médias
francophones publics 343
- Les francophones à vocation
internationale 344
- Les francophones qui s'exportent 351
- Les autres références
accessibles aux francophones 353
- Les non-francophones qui jouent
la carte du français 360
- Les agences et portails
de presse 362

- Glossaire 364
- Remerciements 366

PRÉFACE



La nouvelle édition de *La langue française dans le monde* est très attendue, car cet ouvrage permet de faire le point sur la réalité d'un espace aux contours si vastes, la francophonie, que nous pourrions nous y perdre.

Ce rapport, d'abord pensé comme un support propice au partage des connaissances sur la langue française et sa vitalité dans le monde, nous donne aussi l'occasion de mesurer, tout au moins en partie, les effets des actions menées par la Francophonie, ainsi que par l'ensemble des acteurs en charge de sa promotion et de sa diffusion. Il constitue surtout une mine d'informations utiles, permettant d'étayer les recherches ou bien de renseigner qui s'intéressera à la variété des situations et des contextes linguistiques et culturels qui caractérisent un ensemble dont les composantes ainsi que leurs implications sont multiples : langagières, symboliques, éducationnelles, sociales, professionnelles, ou encore médiatiques, numériques, économiques, démographiques...

D'avantage encore que les précédentes, cette édition nous apporte la démonstration de la pertinence de nos ambitions, de nos engagements, et de la légitimité de la Francophonie à les mener aux côtés de ses États et gouvernements membres.

Nous savons à quel point la langue française est résolument un puissant trait d'union pour agir solidairement, et sur tous les fronts. Qu'elle est bien cette grande langue de coopération, d'affirmation, de socialisation, de concertation stratégique, d'action politique et de communication internationale. Troisième langue des affaires et du commerce, la seule avec l'anglais à être parlée sur tous les continents, elle est aussi, sans contredit, langue de création et d'innovation. L'économie, les sciences et la société de l'information se conçoivent, se pensent et se pratiquent tous les jours en français. La langue française est à la fois langue juridique, langue d'enseignement, de partage de connaissances, de médiation et de recherche. Nous refusons l'idée même que certains domaines soient la chasse gardée d'une seule et unique langue, donc d'un seul mode de pensée. Nous estimons ce cloisonnement contre-productif. Le génie humain ne connaît pas de frontières.

Notre plaidoyer en faveur du multilinguisme au sein des organisations régionales et internationales est que l'on tienne compte de tous ces peuples qui se projettent et qui disent aussi le monde en français, que l'on entende leurs expériences, leurs perspectives, que l'on tire le meilleur de leurs options singulières et plurielles, pour toujours plus de démocratie, d'esprit d'adhésion, d'inclusion et d'innovation dans le multilatéralisme.

Sur le plan géopolitique et économique, la Francophonie est le Nord et le Sud, l'Orient et l'Occident. Sur le plan culturel, elle est la créolité, la latinité, l'arabité, la négritude et combien d'autres identités encore. Sur le plan linguistique, nous voyons la langue française s'épanouir sur les cinq continents, imbriquée dans une formidable mosaïque de cultures et dans un foisonnement d'autres langues – plus du quart des 6 000 langues encore parlées sur la planète, le sont dans les pays de l'espace francophone.

De plus en plus nombreux, les 300 millions de francophones, dont la très grande majorité dans nombre de pays a moins de 30 ans, représentent plus que jamais une force capable, sur les cinq continents, d'incarner la volonté de construire, produire, échanger, créer, inventer, innover, établir des passerelles, avancer solidairement, forger des solutions ensemble, grâce à cette langue commune qui rend tout cela possible, nous met en présence et nous permet de nous rencontrer.

Cette force tient au fait, comme l'a si bien dit Léopold Sédar Senghor, que « notre Francophonie n'est ni une tour, ni une cathédrale, elle s'enfonce dans la chair ardente de notre temps et ses exigences ». Ces mots fondateurs s'imposent à nous comme une évidence. C'est bien pour répondre notamment aux exigences sans cesse renouvelées de la paix, de la démocratie, des droits et des libertés, de la prévention des crises, de la sécurité humaine, des objectifs du développement durable, de la protection de l'environnement, que la Francophonie, à la demande de ses pays membres et aux côtés des populations, met en œuvre au quotidien des programmes, des plans et

des stratégies déployés en actions multiformes, portées vigoureusement par des équipes d'hommes, de femmes et de jeunes, de solides réseaux d'experts, convaincus et engagés, en associant fortement les forces vives du terrain et la société civile.

La langue française dans le monde 2018 propose également un questionnement stratégique, sorte d'état des lieux des enjeux et des défis qui se présentent à nous dans des domaines aussi cruciaux que l'investissement dans le capital humain, la croissance partagée, le développement inclusif, responsable et durable, l'éducation, la formation professionnelle, technique et technologique des jeunes et des femmes, leur insertion professionnelle, leurs capacités entrepreneuriales, le numérique et les nouvelles technologies, les industries culturelles et les médias. Sur la base de travaux rétrospectifs et prospectifs conduits depuis deux ans et des contributions de personnalités émérites et d'intellectuels francophones, différents horizons sont esquissés pour la Francophonie.

Enfin, je tiens à remercier les Éditions Gallimard qui nous ont accompagnés dans ce travail avec tout leur savoir-faire et leur longue expérience, en espérant que le lecteur trouvera dans cet ouvrage de quoi satisfaire sa curiosité tout en prenant plaisir à sa consultation.



Michaëlle Jean
Secrétaire générale de la Francophonie

AVANT-PROPOS

Avec 300 millions de locuteurs, le français est la 5^e langue la plus parlée au monde après le chinois, l'anglais, l'espagnol et l'arabe. Présente sur les 5 continents, la langue française a toutes les caractéristiques d'une langue mondiale. Comme quelques autres, peu nombreuses, elle se distingue par son statut et l'influence qu'elle exerce dans différents espaces et contextes.

En effet, elle est langue officielle (dans 32 États et gouvernements et dans la plupart des organisations internationales), langue d'enseignement (de plus de 80 millions d'individus, sur 36 pays et territoires), langue étrangère (apprise par plus de 50 millions de personnes dans les 115 pays répertoriés cette année), langue des médias internationaux (TV5MONDE, RFI ou France 24, mais aussi Euronews, BBC News, la chinoise CGTN ou la russe RT) et de l'Internet (où elle occupe la 4^e place). En outre, en rapport direct avec le nombre de ses locuteurs ainsi qu'avec le poids économique, démographique et politique des espaces qu'ils occupent, la langue française pèse de façon significative dans la création de richesse, le développement durable et les échanges internationaux à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

Enfin, grâce aux francophones, la langue française est devenue, au fil des siècles, un creuset des expressions culturelles et de la diversité linguistique et l'une des matrices d'une possible « civilisation

de l'universel », qu'appelait de ses vœux Léopold Sédar Senghor, susceptible d'accueillir et de faire dialoguer entre elles des identités multiples, reflets de nombreux imaginaires différents, de toutes les spiritualités et d'un large spectre de références symboliques.

De ce fait, le travail présenté ici, fruit de 4 années de travail depuis la dernière édition de *La langue française dans le monde*, n'a rien d'un exercice introspectif et autocentré qui viserait à montrer la force, voire la supériorité, de la langue française par rapport à telle ou telle langue ou dans tel ou tel secteur. La réalité de ses usages, mais aussi leur variété, condamneraient toute tentative en ce sens à l'échec et au dérisoire. Il s'agit de tout autre chose.

Ouvrage de caractère scientifique (cf. encadré « Le comité scientifique de l'Observatoire de la langue française »), *La langue française dans le monde*, se veut d'abord un outil d'information objectif sur la présence et l'usage du français dans les grands domaines de l'activité humaine. Ce faisant, il donne à voir, mais aussi à comprendre, les différents contextes de sa diffusion, les interactions auxquelles elle participe, les influences qu'elle subit et qu'elle exerce, la perception qu'en ont ses locuteurs... bref, toute la complexité qui s'attache à un objet d'étude aussi polymorphe qu'une langue.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE DE L'OBSERVATOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

À l'invitation de M. l'Administrateur de l'OIF, onze personnalités du monde universitaire et scientifique ont accepté de siéger (pour une période de 2 ans renouvelable) au sein d'un comité scientifique qui accompagne l'Observatoire de la langue française dans son travail de collecte et d'analyse de données sur la présence et l'usage du français dans le monde.

Issus de toutes les régions du monde, ces chercheuses et chercheurs reconnus dans les différentes disciplines permettant de saisir les réalités de l'usage des langues dans tous les domaines, se sont associés au travail de préparation du rapport sur la langue française dans le monde. Outre la question de la fiabilité et du contrôle des données, ces experts ont fait des recommandations sur les méthodologies à privilégier, lesquelles tiennent compte des contextes linguistiques dans lesquels évolue la langue française, et ont émis des avis favorables sur le projet de sommaire et les champs prioritaires à investiguer afin de saisir la réalité du moment présent ainsi que les ferments de l'avenir du français.

Le comité scientifique s'est réuni à deux reprises, en juin 2017 et juin 2018, pour examiner les résultats des enquêtes menées, discuter et valider les méthodologies employées, concernant notamment l'estimation du nombre de francophones et l'évolution de l'enseignement du et en français dans le monde. À l'issue de leur deuxième réunion, ils ont également participé à un séminaire scientifique relatif aux différents classements existant sur le poids des langues dans le monde au cours duquel des experts ont été invités à présenter les résultats de leurs recherches.

LES MEMBRES DU COMITÉ

- **François GRIN**, Professeur d'économie à la Faculté de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève, Suisse.
- **Marie-Ève HARTON**, titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université Laval, (Québec, Canada) et stagiaire postdoctorale à l'Université de Saint-Boniface.
- **Jean-Marie KLINKENBERG**, Professeur émérite à l'Université de Liège, Belgique.
- **Jean-Martial KOUAMÉ**, Maître de Conférences au Département des sciences du langage de l'Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire.
- **Samir MARZOUKI**, Professeur de Lettres modernes à l'Université de Manouba à Tunis, Tunisie.
- **Marinette MATTHEY**, Professeur en sciences du langage à l'Université Grenoble-Alpes, France.
- **Auguste MOUSSIROU-MOUYAMA**, Professeur de sociolinguistique et didactique des langues à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Omar-Bongo, Libreville, Gabon.
- **Rada TIRVASSEN**, Directeur du Département des langues européennes modernes à l'Université de Pretoria, Afrique du Sud.
- **Thierry VERDEL**, Recteur de l'Université Senghor, Égypte.
- **Monica VLAD**, Maître de conférences HDR au Département de langues modernes à l'Université Ovidius-Constanta, Roumanie.
- **Van Chuong VO**, Professeur à l'Université de Can Tho, Vietnam.

« Insister sur les enjeux liés à l’usage du français en lien avec les conditions qui détermineront son avenir. »

Mais l’objectif de cet ouvrage est également d’inspirer les acteurs de la promotion de la langue française et du multilinguisme, et plus largement les observateurs et les chercheurs concernés par les questions linguistiques, d’éclairer les zones d’ombre, d’anticiper les évolutions manifestes et souterraines et, peut-être, d’alimenter la profondeur stratégique de leur réflexion. À cette fin, et conformément au mandat confié à l’Observatoire de la langue française qui la réalise, la présente édition insiste tout particulièrement sur les enjeux liés à l’usage du français en lien avec les conditions qui détermineront son avenir.

La première partie tente ainsi d’examiner différents paramètres pertinents qui rendent compte de la vitalité de la langue française, de la réalité de ses usages dans les contextes plurilingues au sein desquels elle évolue très majoritairement aujourd’hui, et des défis qui conditionnent son éventuel essor : éducatifs, normatifs, performatifs et symboliques. Près de 60 % des locuteurs quotidiens de français se trouvant désormais sur le continent africain, l’attention s’est naturellement focalisée sur cet espace et plus particulièrement sur l’examen de plusieurs pays d’Afrique subsaharienne, du Maghreb et du Liban. Quelles langues y parle-t-on à la maison, dans le quartier, au travail? Quelle place occupe la langue française dans les interactions langagières au sein du foyer, en fonction des interlocuteurs et des générations impliqués? Est-elle considérée comme une langue du patrimoine culturel et des outils de la transmission qu’il conviendrait, à ce titre, de préserver et de pérenniser? Quels regards portent ses locuteurs, dont ce n’est pas souvent encore la première langue de socialisation, sur cette langue que

l’on dit parfois « seconde » et que certains appellent « africaine » (par son appropriation, si ce n’est de par son origine)? Comment aborder la question de la diversité des français qui se déploient au rythme de l’inventivité et des besoins des francophones?

Cette partie s’ouvre sur les réflexions livrées par quelques intellectuels francophones – que nous remercions très sincèrement –, qui ont bien voulu nous accompagner dans cet exercice, permettant de redonner de la hauteur aux analyses engagées et d’ouvrir de nouvelles pistes de recherche pour l’avenir.

Ce préalable en forme de plongée au cœur des situations de francophonie nous a semblé indispensable à la présentation de l’estimation actualisée du nombre de francophones dans le monde et par pays – laquelle inclut quelques nouveaux pays –, que nous avons réalisée en étroite collaboration avec l’Observatoire démographique et statistique de l’espace francophone (ODSEF), basé à l’Université Laval (Québec). Ce travail conjoint nous a permis de présenter des chiffres dont les sources (multiples et souvent croisées) s’enrichissent d’année en année, et dont la fiabilité tient à la maîtrise des outils statistiques, associée à la qualité scientifique des chercheurs issus de tout l’espace francophone qui s’y succèdent. Nous laisserons au lecteur le soin de découvrir le détail de nos calculs dans la « Note de recherche » publiée séparément¹, mais appelons d’ores et déjà son attention sur les nécessaires distinctions que nous établissons selon les différents rapports qu’entretiennent les francophones avec la langue française en fonction de leur environnement linguistique et des besoins qui sous-tendent leur recours à cette dernière.

¹ Baptiste BECK, Richard MARCOUX, Laurent RICHARD et Alexandre WOLFF, *Estimation des populations francophones dans le monde en 2018. Sources et démarches méthodologiques*, Québec, 2018, Observatoire démographique et statistique de l’espace francophone (ODSEF)/Université Laval, coll. « Note de recherche » de l’ODSEF, 160 p.

Suivant l'habitude désormais établie, nous dessinons ensuite la fresque des nombreuses situations dans lesquelles la langue française se trouve insérée dans des dispositifs d'apprentissage et d'enseignement. Concentrés essentiellement sur son statut de langue étrangère, ce qu'elle est dans tous les pays du monde non francophone, nous nous arrêtons néanmoins en détail sur certains contextes où elle occupe, à des degrés divers, des fonctions de langue d'enseignement.

Ouvert par un panorama général qui rend compte de sa présence mondiale, par continent, et de ses évolutions récentes dans la sphère éducationnelle, ce 2^e chapitre se poursuit par des présentations régionales et celles des situations de l'enseignement du et en français plus spécifiques aux pays. Celles-ci permettront au lecteur d'avoir un aperçu précis du nombre d'apprenants et de ses évolutions, ainsi que des dynamiques insufflées par les acteurs sur le terrain, ou encore dans le cadre de politiques nationales, ou d'accords de coopération linguistique et éducative avec les opérateurs et partenaires de la Francophonie. Poursuivant l'inventaire entamé dans la dernière édition, nous avons choisi d'insister tout particulièrement sur l'Asie du Sud-Est (grâce à la contribution de David Bel) et sur l'Amérique, relevant ainsi les enjeux et les évolutions propres à ces vastes espaces essentiellement non francophones.

Complétée par trois études synthétiques décrivant les outils et réseaux de diffusion et de promotion de la langue française, les outils numériques existants en ligne et mis à disposition des enseignants et des apprenants, et enfin, la description des certifications associées aux apprentissages du français ainsi qu'à la

validation de projets professionnels, de mobilité ou d'intégration, cette partie contribuera, nous l'espérons, à une connaissance plus fine des réalités et des dynamiques plus spécifiques d'une centaine de pays, parfois décrites à des échelles régionales.

Ce chapitre doit beaucoup aux précieuses contributions que nous ont apportées en premier lieu les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie qui ont bien voulu répondre à notre questionnaire quadriennal ; mais aussi à celles du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, et, par son entremise, des postes diplomatiques, au sein desquels les conseillers culturels et les attachés de coopération éducative ont œuvré sans relâche à la collecte de données plus difficiles à obtenir qu'on ne le pense généralement ; et enfin aux partenaires et opérateurs œuvrant au service de la promotion et de la diffusion du français qui ont mis en partage un certain nombre de données et éléments d'analyse. Qu'ils en soient, les uns et les autres, très chaleureusement remerciés.

Le chapitre suivant aborde les dimensions économiques qui s'attachent à la langue française. Il se propose d'examiner dans un premier temps les aspects macroéconomiques. Les travaux liminaires menés en 2013 sur l'avantage que représentait le partage de la langue française en matière d'échanges commerciaux et financiers, nous ont conduits à solliciter de nouveau l'une des chercheuses impliquée, Maria Masood, qui a procédé ainsi à une mise à jour des données tout en élargissant le champ couvert aux échanges relevant des industries créatives. Outre la confirmation du bénéfice que retirent les pays

« L'intensité des échanges entre francophones s'accroît, grâce à leur langue commune, dans plusieurs secteurs des industries créatives. »

francophones de l'appartenance à cet espace, cette contribution renseigne une intuition encore insuffisamment documentée : l'intensité des échanges entre francophones s'accroît, grâce à leur langue commune, dans plusieurs secteurs des industries créatives, tout particulièrement dans le domaine de l'écrit, mais aussi, pour les films et, plus inattendu, pour les jeux vidéo.

L'approche microéconomique retenue par la suite, consiste en la restitution de plusieurs enquêtes conduites dans différents pays sur la capacité du français à constituer un atout pour les entreprises et une valeur ajoutée sur le marché du travail. En Arménie, en Bulgarie, au Cambodge, au Kenya, au Liban, à Madagascar, au Nigeria, en Roumanie et au Vietnam, les offres d'emploi ménagent-elles une place à la connaissance de la langue française ? Quelle importance lui accordent les entreprises dans leur politique de recrutement et la gestion des carrières de leurs collaborateurs ? Le lecteur trouvera des éléments de réponse à ces questions grâce aux quelques statistiques présentées, mais surtout à travers l'analyse des orientations exprimées par les employeurs qui se sont prêtés à l'exercice. Le petit échantillon mobilisé ne permet de tirer aucun enseignement général, mais il a mis au jour quelques constantes intéressantes qui consacrent, en général, l'importance de la connaissance des langues étrangères et la présence régulière du français dans les combinaisons demandées.

Enfin, une dernière partie est consacrée à l'univers médiatique et numérique, dont l'importance en matière d'usage et de diffusion des langues n'est pas

à démontrer. En constante mutation et se déployant sur des espaces quasiment infinis, ce monde à la fois virtuel et articulé sur des dispositifs technologiques et matériels, illustre tout autant les disparités découlant de l'hyperpuissance de certains acteurs et donc de certaines langues, que les formidables occasions qu'il offre à la pluralité des langues et des expressions culturelles. À ce titre, il est particulièrement révélateur d'y voir la langue française s'y mouvoir avec assurance, occupant une place enviable à bien des égards.

Cet ouvrage aurait pu aborder beaucoup d'autres sujets encore, puisque la langue est impliquée dans de très nombreux secteurs d'activité qui ont chacun leur importance et pour lesquels les enjeux liés à l'usage des langues sont essentiels, comme les organisations et les grandes conférences internationales², le processus de normalisation ou la recherche scientifique. Ces sujets font ou feront l'objet de petites publications séparées. Par ailleurs, se sont dessinées, au fil de la rédaction, des pistes de recherches à venir, comme le recensement du nombre de professeurs et l'identification de leurs besoins ou l'importance relative et les spécificités de l'offre de formation dispensée dans les entreprises et les administrations.

Avant de laisser le lecteur naviguer dans les différentes parties de ce livre selon ses centres d'intérêt et sa curiosité, une dernière précision nous semble utile à formuler : tout en étant une publication officielle de l'OIF, *La langue française dans le monde* a été conçue et rédigée selon des règles académiques, scientifiques et éditoriales indépendantes de toute considération institutionnelle.

² Voir sur <http://observatoire.francophonie.org/2018/doc-suivi-6.pdf>



PARTIE 1

LES FRANCO- PHONES DANS LE MONDE

LA FRANCOPHONIE VUE PAR...

Bernard Cerquiglini

Professeur de linguistique française,
présente l'émission *Merci professeur!* sur TV5MONDE



LA VIGUEUR D'UNE LANGUE-MONDE

« Le français s'est au fond émancipé de la France, il est devenu une langue-monde. » Paraphrasant Édouard Glissant, le président de la République française s'exprimait en ces termes, le 20 mars 2018. Que cet éloge d'un français « archipel » fût prononcé sous la coupole de l'Académie française donnait à penser. Le berceau de cette langue (Belgique du Sud, France du Nord) est devenu minoritaire en Francophonie ; la référence prescriptive, essentiellement française, perd de son autorité : tel est le fait majeur de l'histoire récente du français ; il n'est pas infécond.

L'extension mondiale de cet idiome a bénéficié d'une norme solide, due à l'action pluriséculaire des grammairiens et dictionnaristes, enseignée par l'école, diffusée par la littérature et les médias. Le français de référence, dérivé de la meilleure variété hexagonale, ne manque pas de vertus : on lui doit la Francophonie, seule organisation internationale fondée sur une langue, ce qui implique le partage et le respect d'une norme. Le français est une syntaxe ; il produit naturellement du lien social. Mais cette langue, en se mondialisant, s'est dé faite d'un carcan académique. Chaque bouture a pris racine et s'est élevée, libre et vivace, portant de beaux fruits : termes propres, locutions particulières, façons de dire aussi diverses que légitimes. Le français tire une force accrue de cette diversité, qui illustre sa vitalité. La norme, par suite, ne doit pas être un corset, mais un creuset ; il nous faut penser une francophonie de l'élan, et non du purisme.

Montrons-nous tout d'abord plus réceptifs à la variante, en ne craignant pas d'adopter les *francophonismes* de bon aloi : des termes bien formés, transparents, utiles. L'impressionnante productivité francophone de la première conjugaison des verbes en est un bon exemple. On dit couramment en Suisse romande *agender*, pour « noter dans son agenda » : *agender un rendez-vous*. La connaissance (même intuitive) des règles morphologiques et sémantiques fait saisir le sens de ce terme, et sa formation : le verbe *agender* provient du substantif *agenda*. La pratique du français fait mesurer

« Il nous faut penser une francophonie de l'élan, et non du purisme. »

également la valeur de cette création, qui remplace la périphrase utilisée partout ailleurs : *inscrire dans un agenda*. Ce néologisme, conforme au « génie de la langue », vient avec bonheur et brièveté exprimer une notion jusqu'ici traduite gauchement : le français de référence, en quelque sorte, l'attendait. Il en est de même pour *benner* (« basculer la benne d'un camion » ; Belgique), *bêtiser* (« dire des bêtises » ; Haïti), *confiturer* (« tartiner de confiture » ; Afrique centrale), *fausser* (« chanter ou jouer faux » ; Québec), *grèver* (« faire la grève » ; Afrique de l'Ouest et du Centre), *siester* (« faire la sieste » ; *idem*), etc.

Il importe d'autre part d'accueillir les évolutions sociales telles qu'elles se reflètent dans la langue. La féminisation des noms de métiers, titres et fonctions, l'un des changements linguistiques les plus amples de l'histoire du français, le montre exemplairement. Cette évolution, qui entend légitimement inscrire la parité dans la langue et accroître la visibilité des femmes, présente trois caractères. Tout d'abord, elle s'accorde au « génie de la langue ». La morphologie produit aisément des féminins professionnels (*avouée, contractuelle, courtière, informaticienne*, etc.) ; les problèmes sont infimes (*médecin, matelot*), les difficultés (mots en *-eur* non liés à un verbe : *ingénieur, procureur*, etc.) aisément levées par le suffixe néologique *-eure* diffusé par le Québec (*ingénieure, procureure*). La grammaire, quant à elle, attribue aux substantifs animés humains un genre solidaire de leur sexe : un *adolescent*, une *adolescente* ; un *Chinois*, une *Chinoise* ; un *instituteur*,

une *institutrice*, donc un *procureur*, une *procureure* (dire *le ministre* au sujet d'une femme joint à l'hérésie grammaticale une humiliation sexiste). Ensuite, ce changement d'envergure, reflet d'un mouvement social d'émancipation féminine, fut essentiellement francophone : parti en 1978 du Québec de la Révolution tranquille, il gagna la Suisse, puis la Belgique, puis le Luxembourg, accompagné par les instances de politique linguistiques (Offices de la langue, Académies, etc.), en arc de cercle autour d'un Hexagone qui résistait avec hauteur. Car la France, enfin, malgré un puissant courant réformateur et deux initiatives gouvernementales (Yvette Roudy en 1984, Lionel Jospin en 1998), attendit les années 2010 pour généraliser la parité lexicale. La situation y est aujourd'hui paradoxale, qui met en présence une féminisation à l'œuvre dans tous les registres de langue, et un discours puriste (l'Académie française prescrit le genre masculin pour les fonctions éminentes) qui continue à la condamner.

La langue-monde attend le dictionnaire de son essor : une compilation numérique bienveillante des francophonismes dont elle s'est enrichie. Le français-archipel doit ouvrir sa norme aux alizés du progrès. Repenser la prescription, en pressant d'audace francophone l'habituelle prudence normative, telle est la tâche à laquelle nous incite une langue universelle et qui se rit des frilosités.

LA FRANCOPHONIE VUE PAR...

Rada Tirvassen

Professeur et chef de département des langues anciennes et modernes à l'Université de Pretoria (Afrique du Sud)



REPENSER L'ESPACE FRANCO-PHONE : CE QUE CERTAINES EXPÉRIENCES PEUVENT DIRE

Aujourd'hui, la majorité des locuteurs qui utilisent le français quotidiennement résident sur un territoire où cette langue n'est pas la langue première de la majorité de la population. Il est donc temps de repenser l'espace francophone afin qu'il puisse être au service des communautés comme des citoyens. On peut, à cet égard, s'inspirer de la sociolinguistique, discipline qui se penche sur les rapports entre langues et sociétés et qui a montré l'inadéquation de l'idéologie du monolinguisme pour planifier le devenir des communautés humaines, dans le Sud comme dans le Nord. Dans ce qui suit, je voudrais me fonder sur

mon vécu non seulement de francophone mais aussi de plurilingue afin de tirer quelques enseignements qui peuvent nourrir une réflexion sur les initiatives que pourraient prendre non seulement la Francophonie mais également les États. Je suis d'ailleurs d'avis que ce sont les initiatives nationales qui créent d'abord et avant tout les conditions pour que rayonnent une langue ou plutôt des pratiques langagières. La communauté internationale devrait alors agir en complémentarité de ces initiatives nationales.

Je suis originaire de l'Île Maurice, une île dite plurilingue où le français a longtemps été associé à la colonisation et à ce qu'on appelle les Franco-Mauriciens, c'est-à-dire les Blancs. Depuis quelques décennies, la communauté mauricienne rebat ses cartes et laisse à l'histoire ses catégorisations d'un autre temps. Le français a pu s'affranchir d'une signification qu'il a longtemps traînée comme un boulet. On assiste, en effet, à une forte association entre le français et la mobilité sociale³ dans une société où, pourtant, les stéréotypes ont la vie dure. On peut longuement épiloguer sur les causes de ces nouvelles significations qu'a prises cette langue. Quel que soit le point de vue que l'on peut adopter, on ne peut éviter d'évoquer la croissance économique que l'île a connue depuis son accession à l'indépendance en 1968, les efforts effectués afin que l'éducation soit accessible à tous (l'éducation primaire et secondaire est non seulement gratuite mais obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans), l'accès aux médias (le taux d'équipement télévisuel n'est pas loin de 100 %), la qualité de l'infrastructure routière et du transport public, etc. Sur le plan linguistique, l'État a volontairement

³ Daniel BAGGIONI, Didier de ROBILLARD, « Le français régional mauricien : une variété de langue en contact et en évolution dans un milieu à forte mobilité linguistique », in *Multilinguisme et développement*, Paris, 1993, IECF/Didier Érudition, p.141-237.

« Tout est lié : développement économique, respect des droits des citoyens, accès aux services de première nécessité dont le droit à l'éducation. »

privilegié une politique visant à promouvoir un plurilinguisme pouvant servir les divers objectifs fixés, qu'ils soient culturels ou économiques.

Mon expérience en Afrique du Sud me permet de conforter mon point de vue, même si dans ce pays, c'est l'anglais qui est au centre des réflexions des linguistes. Une des particularités de ce pays est de donner un sens à sa libération du régime d'apartheid et de conforter son appartenance à « la culture africaine ». Les autorités tentent d'assurer un soutien équilibré à l'ensemble des langues majeures du pays ainsi que le montre la décision d'offrir un statut de langue officielle aux onze langues du pays. Toutefois, l'anglais joue le rôle de lingua franca, de médium des communications officielles et d'outil de la réussite professionnelle et sociale. En dépit de ses problèmes et de ses tensions, c'est un pays qui opère dans un espace démocratique où les langues servent tout autant à l'épanouissement des pratiques culturelles qu'à l'avancement socio-économique de la communauté.

La Francophonie institutionnelle peut s'appuyer sur ces contextes afin de faire prendre conscience aux décideurs des conditions nécessaires à la création d'un espace francophone qui pourrait être au service de l'harmonie sociale et de l'avancement socio-économique. Il est nécessaire de montrer à quel point tout est lié : développement économique, respect des droits des citoyens, accès aux services de première nécessité dont le droit à l'éducation. De manière plus générale, la Francophonie peut montrer à quel point il est essentiel de créer les conditions nécessaires au progrès des communautés humaines

et à la coexistence des pratiques langagières dans un équilibre, il est vrai difficile à réaliser, entre le respect des traditions et l'évolution vers la modernité. C'est dans cet équilibre que je situe l'avancement de la francophonie mauricienne et en particulier la progression du français dans la vie quotidienne, comme dans les institutions.

Cette démarche n'empêche pas des initiatives internationales. Nous sommes au début d'une période où, pour le linguiste, une langue n'est la propriété d'aucun peuple : elle fait partie du patrimoine international et ceux qui veulent se l'approprier peuvent le faire en toute légitimité. Le nombre d'étudiants inscrits, à leurs frais, à des programmes d'enseignement des langues, est un fait connu. Toutefois, le commun des mortels n'a pas encore pris conscience que la pratique de la langue française ne peut plus être associée à ce qu'on appelle, en sociolinguistique, une seule communauté linguistique. Si les linguistes travaillent sur la notion de normes contextuelles, il y a maintenant lieu de répercuter cette interprétation de la manière dont nous pratiquons nos langues auprès des institutions chargées de régler la pratique langagière, notamment en contexte scolaire. Il faudrait par ailleurs favoriser l'expression culturelle plurielle et assurer sa diffusion dans les pays francophones. Les littéraires ont déjà montré la voie même s'il faut maintenant penser à ce que j'appellerai, sans doute inadéquatement, la vulgarisation de leurs travaux. L'audiovisuel a un petit bout de chemin à parcourir. Je pense à la télévision et au cinéma. Mais, peut-être, qu'après tout ce qui a été réalisé, cette voie sera moins longue que prévu. *A Hundred Foot Distance*⁴?

⁴Titre d'un film qui montre que la distance culturelle entre des peuples étrangers n'est qu'un leurre.

LA FRANCOPHONIE VUE PAR...

Souleymane Bachir Diagne

Professeur à Columbia University



On se souvient qu'en 2007 quarante-quatre éminents écrivains ont ensemble signé un manifeste publié dans le quotidien *Le Monde* pour remettre en question la notion de littérature francophone. Le manifeste s'était ensuite prolongé en un ouvrage collectif dirigé par Michel Le Bris et Jean Rouard et portant pour titre *Pour une littérature-monde en français*.

L'idée de ce Manifeste était née à Bamako l'année précédente, pendant le Festival *Étonnants Voyageurs* qui se tenait dans la capitale malienne. L'histoire veut que tout soit parti d'une conversation entre Michel Le Bris, Jean Rouard et Alain Mabanckou qui avaient exprimé le ras-le-bol de bien des écrivains devant la séparation établie entre auteurs français et auteurs dits « francophones », malgré des incohérences qui

voulaient qu'Édouard Glissant par exemple figurât au rayon périphérique des écrivains francophones quand Milan Kundera était reçu dans la maison « littérature française » et invité à s'asseoir à côté de Lamartine. À Saint-Malo, l'édition 2018 du toujours magnifique festival des *Étonnants Voyageurs* a d'ailleurs été l'occasion, dix ans après le Manifeste et le livre, de mesurer les progrès accomplis dans le décloisonnement, le décentrement de ce qui ne doit être que la littérature créée en cette langue française que partagent auteurs suisses, congolais, français, sénégalais, québécois, maliens, etc., lorsqu'ils la célèbrent et la renouvellent constamment dans et par leur écriture.

Puisqu'aujourd'hui c'est en grande partie chose faite que de reconnaître que les auteurs du monde qui ont le français en partage ne se distribuent pas entre ceux du centre et ceux de la périphérie, peut-être faut-il maintenant se rappeler, comme certains l'avaient dit d'ailleurs au plus fort de la controverse soulevée par l'attaque contre la « francophonie », que ce mot, à l'examen, n'est en rien opposé à la notion de « littérature-monde en français ». J'ajouterai, et c'est l'objet de mon propos ici, qu'au contraire la francophonie bien comprise, c'est-à-dire comprise comme illustration du pluralisme linguistique, dénote la même chose que cette expression et répond en particulier à la demande d'Édouard Glissant que l'écriture en français soit la célébration d'une « *co-présence* des langues » du monde et de leur mise en *relation*.

Édouard Glissant, on le sait, a été de l'aventure du Manifeste et il a également donné un entretien pour le livre collectif sur la *Littérature-monde en français*. Que

« L'écriture en français [est] la célébration d'une co-présence des langues du monde et de leur mise en relation. »

d'ailleurs le concept même de « littérature-monde » doit au moins autant au concept du « Tout-monde » qui est au centre de son œuvre qu'à celui de « littérature mondiale » créé par Goethe. Il est évident que puisqu'il visait avant tout à détacher la langue de la nation, de la déraciner hors de l'ancrage dans l'identité pour la redistribuer dans les *relations* et les *emmêlements* qui constituent le monde, le Manifeste était de part en part glissant en ce qu'il affirmait de toute la force des voix capitales de la littérature en français qui l'avaient porté et relayé que, selon le mot de Jacques Derrida, « la langue n'appartient pas ».

Mais, cela dit, il n'est pas seulement question de détacher la langue de la nation et d'effectuer le décentrement qui mettra ensemble, qui *emmêlera* dans les rayons des librairies de France, selon un rangement qui n'obéira qu'à la neutralité et la sagesse de l'ordre alphabétique, Mabanckou, Manchette et Mallarmé. Il est aussi question, ainsi que l'écrit Jean-Louis Joubert à propos de Glissant « de déconstruire le français pour rendre sensible l'occultation du créole ». Et l'auteur de continuer : « Si le créole parfois fait irruption dans son écriture, c'est dans le choc de sa présence littéraire, soulignant la tangence aux Antilles du créole et du français, et non dans quelque douteuse créolisation du français.⁵ »

Je m'arrête ici sur ces notions qu'il y a *tangence* du créole et du français, que le créole fait parfois *irruption* dans l'écriture en français (même si hors de ces moments d'irruption on peut soutenir qu'il reste présent) et que celle-ci procède aussi à sa propre déconstruction pour rendre sensible une autre langue qui s'y trouve *occultée*. Voilà un sens de ce que cela veut dire écrire en

présence d'une langue qui est aussi toutes les langues du monde, pour citer ici le mot bien connu d'Édouard Glissant, qu'il reprend et répète lui-même souvent dans ses textes : « J'écris en présence de toutes les langues du monde. » On peut ainsi, par exemple, citer ce passage : « J'écris désormais en présence de toutes les langues du monde, dans la nostalgie poignante de leur devenir menacé. (...) Dans la langue qui me sert à exprimer, et quand même je ne me réclamerais que d'elle seule, je n'écris plus de manière monolingue.⁶ » N'est-ce pas là, justement, le sens même de la francophonie littéraire, un écrire en français qui bruisse du pluriel d'autres langues, et qui, en se faisant, décrit aussi la trace du Divers. Je cite encore Jean-Louis Joubert parlant fort justement d'une « esthétique de la trace » : « C'est bien ce qui se rencontre dans les textes d'Édouard Glissant. Son usage de la langue française s'écarte des grands chemins battus pour ouvrir de nouvelles tracées langagières. Sur le plan de la syntaxe comme du lexique il mêle à son français les traces d'autres langues, principalement du créole. »

Ces usages sont, dans le fond, ce que réunit et *emmêle* le concept d'écriture francophone. Qui exprime simplement qu'en elle se tiennent les langues du monde ; que les langues de Mabanckou, de Sami Tchak ou de Nancy Huston en français bruisent d'autres langues qui les habitent. Et ne parlons pas de Kourouma où les langues autres tonnent plutôt qu'elles ne bruisent. Voilà ce que dit, simplement, le mot « francophonie » qui invite du reste les auteurs hexagonaux à s'aviser qu'eux aussi sont francophones en ce que leur écriture ne peut plus se faire « de manière monolingue ». De la francophonie littéraire on pourra alors dire, sans paradoxe, qu'Édouard Glissant est bien le plus ardent des défenseurs.

⁵ Jean-Louis JOUBERT, Édouard GLISSANT, Paris, 2005, adp. p. 53.

⁶ Édouard GLISSANT, *Traité du Tout-Monde. Poétique IV*, Paris, 1997, Gallimard, p. 26.

LA FRANCOPHONIE VUE PAR...

Jean-Marie Klinkenberg

Membre de l'Académie royale de Belgique



LE FRANÇAIS FACE AU MARCHÉ DES LANGUES

Le marché des langues a connu bien des transformations au cours de ces dernières années. À la fin du xx^e siècle, une série de facteurs politiques et civilisationnels ont réaménagé le rapport entre les langues de grande diffusion : l'effondrement de l'empire soviétique, la réunification de l'Allemagne, la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, la vie cahotante de la construction européenne, le raz-de-marée néolibéral, le développement formidable des technologies bouleversant les modes de communication autant que l'organisation du travail et des loisirs...

Dans l'ensemble, ces évolutions ont bien évidemment servi la diffusion de l'anglais. Mais l'observateur attentif ne manquera pas de remarquer d'autres mouvements. Il constatera ainsi que plusieurs républiques nées de l'éclatement de l'URSS sont désormais entrées dans l'orbite culturelle de la Turquie. À l'autre bout du globe, en Amérique latine, il pointera les effets des échanges économiques que le Mercosur a suscités : n'ont-ils pas stimulé la croissance des besoins en compétences langagières et encouragé l'avènement de nouvelles politiques éducationnelles misant notamment sur l'éducation bilingue espagnol-portugais ?

Au total, si la suprématie de l'anglais ne semble pas menacée (et notamment pas par le Brexit), une redistribution du rôle des langues pourrait donc advenir à moyen et à long terme. On se rappellera ainsi qu'en 1997, le British Council publiait, sous la plume de David Graddol, un rapport sur la situation de l'anglais, fondé sur des projections démographiques et économiques : *The Future of English?* Cette étude montre qu'à l'horizon 2050, de nouveaux rapports de force s'établiront, où plus aucune langue n'occupera la position hégémonique dont l'anglais jouit en ce début de xxi^e siècle.

Le français n'est pas trop mal placé pour épouser ces mouvements. D'une part, sa situation économique est loin d'être aussi défavorable qu'on le dit, et d'autre part, la démographie semble lui garantir un bel avenir.

« Chacun sait que l'avenir du français est en Afrique, mais tout le monde n'en déduit pas que cet avenir passe par le développement de ce continent. »

Sur le premier plan, François Grin et Marcello Gazdola notent que si les francophones ne constituent qu'entre 1,5 et 2 % de la population du globe, leurs revenus représentent environ 5 % de son économie. On peut donc affirmer que le français joue encore un rôle économique non négligeable. Mais il faut aller au-delà de ces chiffres, en soulignant qu'ils masquent les fortes disparités du monde francophone : celui-ci compte en effet les pays les plus pauvres de la planète.

Sur le second plan, la situation est également intéressante à analyser. Dans un travail publié en 2012, le démographe Richard Marcoux évaluait le nombre de francophones en 2050 en partant de deux hypothèses, l'une défavorable – la stabilisation des taux de naissance et de formation – l'autre favorable : une scolarisation plus poussée des pays du Sud. Dans le premier cas, il aboutissait à 276 millions de francophones, et, dans le second, à plus du double. Or le premier chiffre est déjà dépassé aujourd'hui, si l'on en croit le présent rapport. Il y a là un saut spectaculaire. Mais cette progression est due à deux facteurs très localisés dans l'espace : la croissance démographique des pays d'Afrique subsaharienne et la progression de la scolarisation dans cette même région. Conjoindre ces deux constats fournit sa feuille de route à la Francophonie en lui assignant deux objectifs.

Dans le cadre de la compétition économique mondiale, les États francophones septentrionaux développés ont intérêt à garder rentable la langue qui les définit. Mais ce premier objectif, pragmatique et in-

téressé, peut être conjugué avec un second, pragmatique et idéaliste à la fois, qui est le nécessaire développement du Sud : chacun sait que l'avenir du français est en Afrique, mais tout le monde n'en déduit pas que cet avenir passe par le développement de ce continent.

Or la conjonction de ces deux objectifs en génère un troisième, plus résolument idéaliste : le maintien de la diversité culturelle. Un objectif qui est donc une conséquence des deux autres. Car si je tiens, comme le fait la Francophonie organisée, que la défense de la diversité est le seul mandat qu'elle puisse se donner, ce n'est pas pour moi une prémisse, ou la concrétisation de je ne sais quel destin : c'est la conclusion d'un raisonnement mené sur un mode réaliste.

Mais pour réaliser ce triple programme, deux conditions devront être réunies, qui ne font certes pas consensus. Il faut d'une part mettre résolument en cause des politiques fondées sur la culture du profit, qui, loin de le servir, freinent le développement. Il faut d'autre part acter que si le français occupe aujourd'hui une position tactique faisant de lui un acteur important dans la lutte pour la diversité (il présente en effet ces deux traits importants : d'une part il permet l'expression de la modernité, et de l'autre il est assez fort pour être fédérateur et assez faible pour n'être pas – ou plus – universellement dominateur), il n'est pas seul face au mouvement d'uniformisation. Il devra donc apprendre à dialoguer loyalement avec les autres aires culturelles, afin de créer un jour un carrefour des États « ne voulant pas avoir que l'anglais en partage ».

USAGE QUOTIDIEN DU FRANÇAIS : quel avenir à l'horizon 2050 ?

L'usage des langues peut se mesurer sous différents angles : l'intensité, la qualité, la localisation, la spécialisation par domaine, le crédit qu'on leur porte... Afin d'étudier différents scénarios de futurs possibles concernant l'usage de la langue française, et compte tenu du nombre de secteurs et de la multiplicité des facteurs liés à son utilisation, il est préférable, dans un premier temps, de circonscrire la question prospective à un périmètre restreint : l'avenir de l'usage quotidien du français à l'horizon 2050⁷.

Cette question est le fruit du travail de veille et d'analyse qui a permis de mieux cerner des situations de francophonie très variées selon les territoires, et dont il a été rendu compte dans *La langue française dans le monde 2014*⁸.

Par exemple, dans la « galaxie francophonie », certains pays relèvent de la planète « Naître et vivre aussi en français », où il est fait un usage quotidien ou très régulier du français. Cette catégorisation prend en compte la proportion de francophones, le statut de la langue française, l'intensité de sa présence dans différents secteurs (administrations, audiovisuel, presse écrite, littérature, commerce...) ou encore son usage comme langue d'enseignement.

Afin de définir les composantes et thématiques en lien avec le sujet, l'Observatoire de la langue française a consulté les membres de différentes directions de l'OIF lors d'ateliers collaboratifs organisés

« L'usage des langues peut se mesurer sous différents angles : l'intensité, la qualité, la localisation... »

en 2016 et 2017, qui ont réuni plusieurs dizaines de spécialistes en charge de l'économie et du numérique, de l'éducation et de la jeunesse, des affaires politiques et de la gouvernance démocratique, de la langue française, de la diversité culturelle, de la programmation et du développement stratégique.

L'analyse des réponses aux différents questionnaires envoyés⁹ permet de mieux cerner les évolutions passées ayant eu un impact sur la Francophonie et ses actions ainsi que les changements ou ruptures éventuels à venir (questionnaire dit « rétrospectif et prospectif ») en essayant d'en apprécier l'importance pour la Francophonie et le degré de maîtrise que les répondants lui prêtent. Ces outils, couramment utilisés en prospective, n'ont aucune prétention scientifique et les résultats qu'ils permettent de dégager n'ont pas de valeur représentative, mais ils font émerger des hypothèses, des interrogations et des « signaux faibles », préalable nécessaire à la réflexion sur les pistes de recherche à explorer.

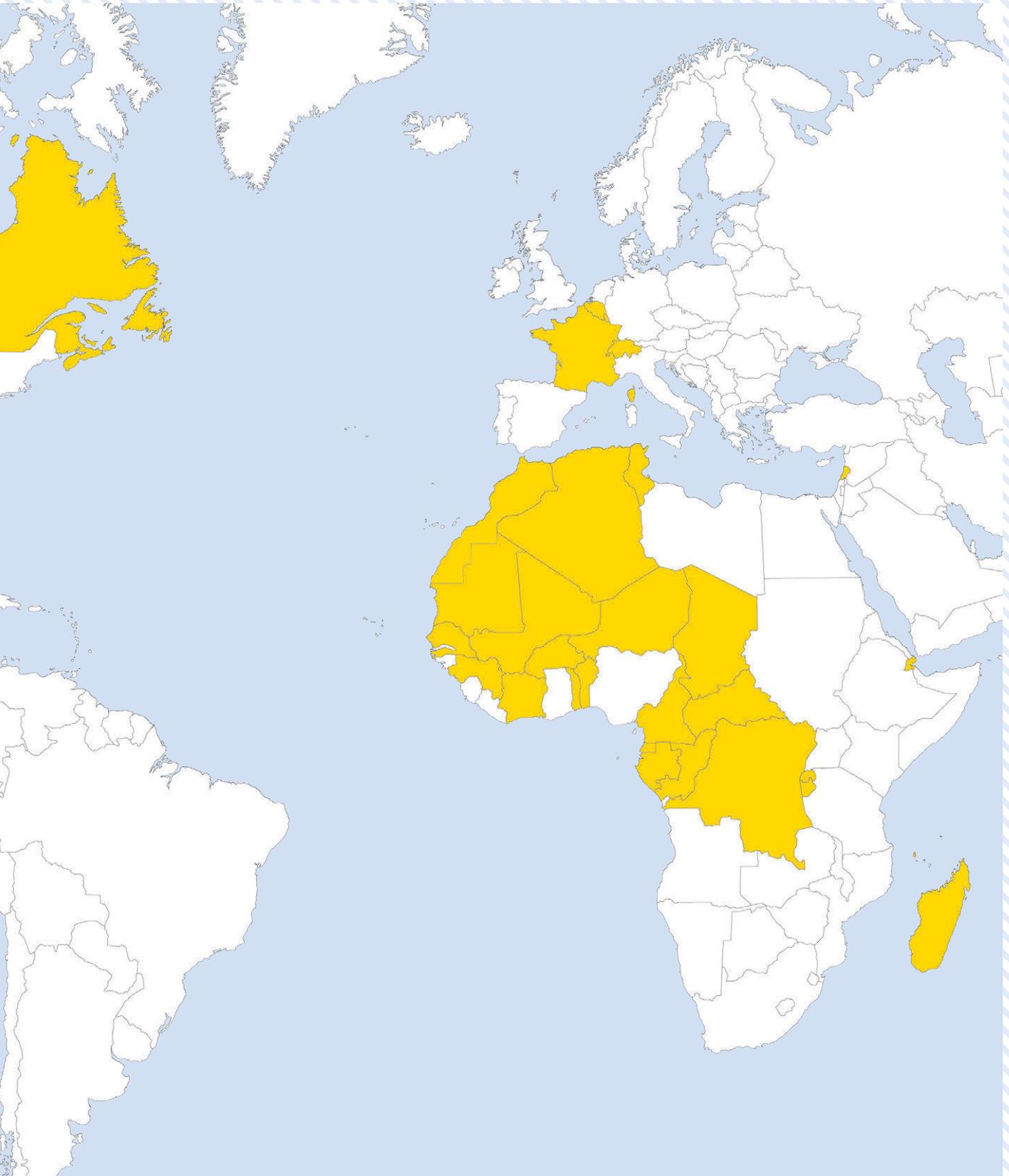
⁷ Voir carte p. 33.

⁸ *La langue française dans le monde 2014*. OIF/Nathan.

⁹ Questionnaires rétrospectif et prospectif ; idées reçues et ABAQUE de Régnier©

LE PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE DE L'USAGE QUOTIDIEN DU FRANÇAIS

PAYS OU RÉGION	% DE FRANCO- PHONES (SUR LA POPULATION TOTALE)	PAYS OU RÉGION	% DE FRANCO- PHONES (SUR LA POPULATION TOTALE)
« Naître en français » :		Partage le statut de langue officielle avec une ou plusieurs autres langues, « vivre aussi en français » :	
■ Canada-Québec	93 %	■ Burundi	8 %
■ Fédération Wallonie-Bruxelles	98 %	■ Belgique	75 %
■ France	97 %	■ Cameroun	41 %
■ Monaco	97 %	■ Canada	29 %
■ Suisse romande	81 % (2005)	■ Canada-Nouveau-Brunswick	42 %
Autre « Naître en français » (% significatif) :		■ Canada-Ontario	11 %
■ Andorre	70 %	■ Centrafrique	28 %
■ Liban	38 %	■ Comores	26 %
■ Maurice	73 %	■ Djibouti	50 %
Seule langue officielle « vivre aussi en français » :		■ Guinée équatoriale	29 %
■ Bénin	33 %	■ Haïti	42 %
■ Burkina Faso	24 %	■ Luxembourg	92 %
■ Congo	59 %	■ Madagascar	20 %
■ Côte d'Ivoire	33 %	■ Rwanda	6 %
■ France-Outre-Mer	84 %	■ Seychelles	53 %
■ Gabon	66 %	■ Suisse	67 %
■ Guinée	25 %	■ Tchad	13 %
■ Mali	17 %	■ Vanuatu	31 %
■ Niger	13 %		
■ République démocratique du Congo	51 %		
■ Sénégal	26 %		
■ Togo	40 %		
Maghreb, « vivre aussi en français » :			
■ Algérie	33 %		
■ Maroc	35 %		
■ Mauritanie	13 %		
■ Tunisie	52 %		

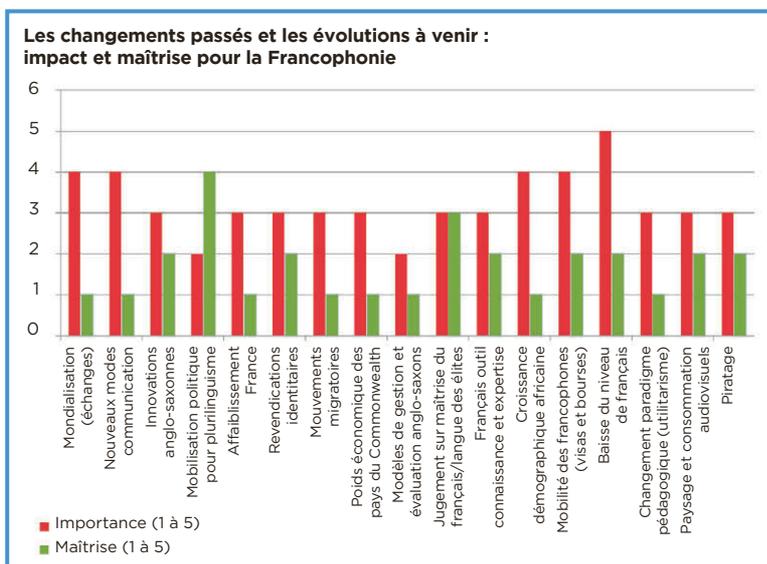


CHANGEMENTS EXTERNES ET INTERNES À L'ESPACE FRANCOPHONE

De l'analyse des évolutions constatées et prévisibles, il ressort que cinq éléments sont jugés très importants pour l'avenir de la francophonie :

- la mondialisation
- les nouveaux modes de communication
- la croissance démographique africaine
- la mobilité des francophones
- la baisse du niveau de français.

Sur tous ces facteurs, la maîtrise de la Francophonie est jugée faible, voire très faible...



La mondialisation, au sens de l'internationalisation et de l'accélération des échanges, a renforcé le rôle de langue de communication de l'anglais. La place de l'anglais s'est accrue également par la capacité d'innovation des États-Unis dont les nouveaux produits et services, notamment numériques, se sont imposés entraînant souvent la domination des conceptions anglo-saxonnes et une forme d'uniformisation des modes de consommation et des pratiques culturelles.

Parallèlement, les expressions culturelles issues d'autres continents ont également pu accroître

leur diffusion. Ces interactions généralisées et non régulées entre les cultures ont parfois abouti à une résurgence de manifestations nationalistes et de revendications identitaires.

L'équilibre des puissances économiques s'est trouvé modifié par l'émergence de nouveaux acteurs (BRICs) et un affaiblissement relatif de la France et de la coopération française. En particulier dans le domaine audiovisuel avec, par exemple, le retrait de la France du réseau africain de la radio Africa Numéro 1 et ce qui est perçu comme un « démantèlement progressif » de la coopération audiovisuelle française. Dans le même temps, les mouvements migratoires se sont intensifiés, modifiant le paysage linguistique de certains territoires.

HYPOTHÈSES EN DÉBAT

■ **La place des langues nationales par rapport au français dans les usages quotidiens : « Les langues nationales auront remplacé le français dans les usages quotidiens des Africains subsahariens »**

Selon les répondants, l'hypothèse pourrait s'avérer pour des pays disposant d'une langue vernaculaire partagée par toute la population comme le Burundi, le Rwanda, Madagascar, le Mali ou le Sénégal, mais pas pour des pays à « mosaïque linguistique » tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire ou le Gabon par exemple. Cette « substitution » dépend donc des régions et des zones (rurales/urbaines), de leur configuration sociolinguistique et du statut que chaque pays accordera aux langues nationales. De plus, beaucoup considèrent que le français reste utile pour la communication entre francophones n'ayant pas la même langue maternelle et, même dans les pays africains où les langues nationales progressent, les études révèlent que le nombre de

francophones progresse également¹⁰. D'autres hypothèses sont avancées, comme la progression de l'anglais plutôt que celle des langues nationales, le maintien du français plutôt dans les usages écrits/numériques, ou encore, un phénomène d'hybridation du français. Enfin, la scolarisation des jeunes a pour conséquence de consolider l'usage du français, tandis que certaines professions rendent presque obligatoire sa maîtrise.

■ **La place des langues nationales par rapport au français dans l'enseignement : « Les langues nationales, comme le wolof, le bambara ou le swahili, se substitueront à la langue française comme langue d'enseignement »**

Pour les répondants, l'aspiration identitaire, comprenant une volonté individuelle de conserver les langues locales, parfois doublée par des politiques publiques volontaristes, pourraient menacer l'usage des langues du passé colonial. La substitution serait donc, théoriquement, possible. Néanmoins, l'ouverture vers l'extérieur, les développements technologiques, la nécessité d'effectuer une mobilité pour se former, l'ancrage du français dans des pratiques largement plurilingues en Afrique, rendent peu probable cette hypothèse. On envisage plutôt le maintien d'une coexistence des langues, même si les frontières de leurs usages évolueront et que le français risque d'être sérieusement concurrencé par d'autres langues internationales, comme l'anglais ou l'espagnol, et éventuellement le mandarin.

Cependant, il est vrai que les langues africaines transfrontalières (comme le swahili ou l'arabe) sont utilisées comme langue d'enseignement, même si les langues « internationales » sont toujours présentes dans les systèmes éducatifs et semblent indispensables pour les études supérieures. Ainsi, une meilleure intégration des langues nationales dans les politiques éducatives et linguistiques des pays d'Afrique francophone est plus probable que leur substitution au français comme langue d'enseignement. D'autant que ces langues n'ont pas forcément pu développer une capacité à exprimer tous les re-

gistres ou à être présentes dans toutes les disciplines et à tous les niveaux d'enseignement avec les supports correspondants.

Il y a aussi des raisons économiques liées au coût de la formation que nécessiterait la généralisation de l'enseignement en langue(s) nationale(s) ; sans négliger la délicate question du choix des langues qui seraient retenues au détriment d'autres, dans des pays où plusieurs idiomes sont largement pratiqués. Enfin, il faut considérer la demande des parents d'un enseignement de qualité, jugé souvent meilleur en français (dans les pays où il est langue officielle), et leur vision pragmatique, fondée sur l'utilité du français dans la communication internationale. Certaines langues, comme le swahili, peuvent néanmoins se prévaloir de certaines des caractéristiques susceptibles de relativiser les arguments qui précèdent.

■ **Des Européens plurilingues ? « Les citoyens européens seront une majorité à maîtriser deux langues »**

La généralisation de l'apprentissage d'une deuxième langue étrangère dans les systèmes d'éducation, et le développement de politiques au sein de l'Union européenne favorables au multilinguisme, sont des facteurs décisifs. De plus, l'augmentation des mobilités et des métissages culturels, la mondialisation des échanges et l'évolution des nouvelles technologies renforcent la probabilité d'une maîtrise généralisée d'au moins deux langues étrangères par les citoyens européens.

Cependant, cette hypothèse doit être nuancée : si les Européens des plus jeunes tranches d'âges auront des compétences dans au moins deux langues en plus de leur langue maternelle, en raison d'un apprentissage dès le primaire, on ne pourra pas réellement parler de « maîtrise » dans trois langues. Une compréhension passive d'une troisième langue reste plus probable. Ainsi en France, la deuxième langue apprise à l'école, n'est pas réellement maîtrisée. D'ailleurs, la comparaison des enquêtes Eurobaromètre 2005 et 2012 révèle plutôt une régression du nombre d'Européens maîtrisant deux langues étrangères.

¹⁰ « Cohabitation des langues dans l'espace francophone : les exemples de cinq pays africains », in *La langue française dans le monde 2014*, OIF/Nathan, p. 82-89.

« Le plurilinguisme reste compris comme “langue maternelle + une langue étrangère”. »

Enfin, pour certains, aucune politique linguistique sérieuse n'est mise en œuvre. Le « plurilinguisme » reste compris comme « langue maternelle + une langue étrangère », laquelle est le plus souvent l'anglais. Même s'il y a apprentissage d'une seconde langue étrangère, l'usage de cette langue paraît toujours limité, excepté chez les populations ayant des origines d'un autre pays, d'une certaine élite culturelle et des Européens « linguistiquement minoritaires » résidant dans un État officiellement multilingue (néerlandophones et francophones en Belgique ou germanophones et francophones en Suisse par exemple).

■ **L'anglais remplacerait le français pour enseigner les sciences dans le monde arabe? « Au Maghreb et au Liban, les disciplines scientifiques seront enseignées exclusivement en anglais »**

Pour la majorité des répondants, l'anglais gagne certes du terrain dans ces pays (comme en témoigne, par exemple, la présence d'universités privées anglophones), mais le passage à l'anglais pour l'enseignement des disciplines scientifiques à l'échelle nationale demanderait du temps.

En revanche, certains répondants sont en accord avec l'hypothèse affirmant que la recherche s'internationalise et que le poids de la langue anglaise devrait continuer à se renforcer. Certains pensent ainsi que les disciplines scientifiques pourraient éventuellement être enseignées exclusivement en anglais au Liban (où cette langue est déjà un médium d'enseignement), mais pas dans les pays du Maghreb. Le positionnement politique de l'Algérie – objectivement très francophone – pourrait également évoluer par rapport à la langue française et avoir une influence sur ses voisins.

■ **Les arabes vernaculaires s'imposent au Maghreb et au Liban : « Les dialectes se substitueront à l'arabe standard et au français comme langue d'enseignement »**

Face à cette hypothèse, les avis des répondants sont très partagés mais s'accordent pour considérer que les situations ne sont pas comparables d'un pays à l'autre, tant du point de vue de l'image du français, que de la place respective qu'y occupe l'arabe standard, les arabes régionaux ou encore les différentes variétés du berbère.

Ainsi, au Liban, l'arabe parlé est relativement proche de l'arabe standard. Il est donc peu probable qu'il se substitue à l'arabe standard ou au français comme langue d'enseignement. Toutefois, l'enseignement en anglais pourrait gagner du terrain. Au Maghreb, il est plus probable que les « dialectes » deviennent des langues d'enseignement. Cela pourrait être une tentation face au problème des « analphabètes bilingues » (ne maîtrisant ni l'arabe classique ni le français) même si des exceptions subsisteraient, notamment dans l'enseignement supérieur (comme en Algérie où le français n'a jamais disparu et s'est même généralisé dans les filières scientifiques malgré une politique affirmée favorable à l'arabe).

■ **Relativement moins de francophones au Québec? « La part des locuteurs de français au Québec diminuera »**

La situation linguistique québécoise est complexe et ses évolutions dépendent de nombreux facteurs. Ainsi, la politique d'immigration du Québec favorise l'arrivée de populations déjà francophones (ou susceptibles de le devenir) dans la Province, ce qui participe à l'augmentation des locuteurs de français. En revanche, le français n'étant pas la seule option pour les immigrants, surtout à Montréal où la plupart d'entre eux s'établissent, l'anglais pourrait également les attirer, ne serait-ce que par sa position majoritaire dans le reste du Canada, et en Amérique du Nord. En outre, de nombreux immigrants au Québec connaissent souvent l'anglais avant leur arrivée ou sont motivés à l'apprendre.

« Le nombre de francophones [...] dépendra des évolutions démographiques annoncées, mais également de la place du français dans les systèmes éducatifs. »

En réalité, les statistiques actuelles et les projections montrent une légère baisse du pourcentage de francophones au Québec malgré une augmentation de leur nombre total. Dans une étude récente de Statistique Canada¹¹, qui projette la tendance la plus actuelle en termes d'immigration (niveaux, composition) ainsi qu'en termes de transferts linguistiques, la proportion de locuteurs de français passerait à environ 86 % en 2050 (contre 89 % en début de projection).

■ Une production audiovisuelle africaine en langues nationales? « La production audiovisuelle, TV et cinéma, des pays d'Afrique subsaharienne sera très majoritairement en langues nationales »

Pour certains, si les langues nationales changent de statut et que les locuteurs les utilisent davantage, il est fort possible que les offres culturelles s'adaptent en conséquence. Pour preuve, le succès croissant des séries audiovisuelles produites localement. D'autres avancent que la production audiovisuelle sera plus vraisemblablement un mélange entre langues nationales et langues internationales (français ou anglais). En effet, la progression de productions en langue nationale est déjà manifeste mais n'empêche pas une autre offre. Par ailleurs, même dans les pays ayant une forte propension à la production en langue nationale (Sénégal, Mali), on observe une tendance à passer au français pour mieux exporter les programmes. Le prolongement des dynamiques actuelles devrait profiter à la fois aux productions en langues nationales et aux productions en français. La situation pourrait différer d'un pays à l'autre en fonction du poids relatif des langues nationales et du profil historique et culturel du pays (rapport à la colonisation, identité nationale, etc.). Les pays les plus dynamiques en termes de production auront une influence sur les autres.

¹¹ Série thématique sur l'ethnïcité, la langue et l'immigration. Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036, par René HOULE et Jean-Pierre CORBEIL sur <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-657-x/89-657-x2017001-fra.htm>

LES CONDITIONS DE LA PROGRESSION DE LA FRANCOPHONIE

Ces premières analyses des tendances passées et la formulation de quelques hypothèses d'évolution sur la place du français dans certains secteurs et zones géographiques ont démontré la nécessité de tenir compte des contextes spécifiques dans lesquels se déploie l'usage de cette langue. Destiné à éprouver les dernières prévisions optimistes qui prédisent une progression significative du nombre de francophones à l'horizon 2070¹², cet exercice doit s'accompagner d'une analyse objective des conditions que celles-ci ont désignées comme nécessaires à cette croissance.

Comme le soulignent les auteurs de ces projections, le nombre de francophones (selon les scénarios¹³, entre 477 millions et 747 millions de francophones en 2070) dépendra certes des évolutions démographiques annoncées (favorables en Afrique mais défavorables en Europe), mais également de la place du français dans les systèmes éducatifs des pays concernés (comme langue d'enseignement ou comme langue étrangère) et de la qualité de son enseignement¹⁴.

On pourrait y ajouter la question de la transmission de cette langue dans les foyers plurilingues – largement majoritaires en francophonie – observée à la lumière des usages réels et des intentions des locuteurs en la matière¹⁵, celle des préférences linguistiques en matière de consommation culturelle, médiatique et numérique¹⁶, ou celle de la représentation que les francophones ont de leur langue¹⁷.

¹² Richard MARCOUX, Laurent RICHARD, *Tendances démographiques dans l'espace francophone*, Québec, 2017, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, coll. « Rapport de recherche de l'ODSEF », p.13 sur www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/odsef-lfdm-2018.pdf

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Voir p. 63

¹⁵ Voir p. 41

¹⁶ Voir p. 51

¹⁷ Voir p. 75

Cette édition électronique du livre
La langue française dans le monde
des Collectifs Gallimard a été réalisé le 29 avril 2019
par IGS-CP
pour le compte des Éditions Gallimard,
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage,
achevé d'imprimer en mars 2019, en Pologne
par l'imprimerie Dimograf
(ISBN : 978-2-07-278683-9 — Numéro d'édition : 332861)

Code Sodis : N96361 — ISBN : 978-2-07-278685-3
Numéro d'édition : 332863



Cette nouvelle édition quadriennale de *La langue française dans le monde* – la quatrième du genre – confirme une fois de plus le dynamisme de l’espace linguistique francophone. Avec 300 millions de locuteurs, le français est la cinquième langue la plus parlée au monde après le chinois, l’anglais, l’espagnol et l’arabe. Présente sur les cinq continents, la langue française a toutes les caractéristiques d’une langue mondiale. Comme quelques autres, peu nombreuses, elle se distingue par son statut et l’influence qu’elle exerce dans différents espaces et contextes.

Enrichi cette année d’une réflexion prospective sur les conditions des évolutions possibles de l’usage du français – tout particulièrement dans les pays du Sud où réside l’essentiel de ses locuteurs –, cet ouvrage examine en profondeur la réalité des pratiques quotidiennes. En tant que langue d’enseignement, mais aussi comme langue étrangère, la situation de la langue française fait l’objet d’analyses approfondies et d’un état des lieux – global et par grandes régions – qui permettent de mesurer la place singulière qu’occupe cette langue dans le paysage mondial. Les dimensions économiques liées à la langue française sont largement abordées dans la troisième partie du livre, qui montre à la fois le poids significatif que pèsent les pays francophones dans l’économie mondiale, mais aussi l’avantage qu’ils retirent de leur appartenance à cet espace de partage d’une langue commune, notamment dans le domaine des industries créatives. La valeur ajoutée du français pour l’emploi est également questionnée. Enfin, à l’heure de l’intensification et de la massification des pratiques numériques et de la consommation audiovisuelle, les données concernant la place de la langue française dans les grands médias internationaux et sur Internet viennent illustrer de manière précise les conséquences de la croissance du nombre de francophones dans le monde.